



**AFRIQUE CENTRALE : QUELLE STRATÉGIE
CONTRE LES DISCOURS DE LA HAINE ?**

MINUSCA EN ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #86-87 - SEPTEMBRE-OCTOBRE 2021



**GUIRA FM :
7 ANNÉES D'INFORMATION
AU SERVICE DE LA PAIX**

STUDIO RADIO GUIRA FM / MINUSCA - LEONEL GROTHE



MINUSCA

UN_CAR

UNMINUSCA

UNMINUSCA

UN_MINUSCA

MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La lutte contre les Fake-news nous concerne tous



**MÉFIEZ-VOUS DE CERTAINS CONTENUS DIFFUSÉS
SUR LES MÉDIAS SOCIAUX**



- 4- **GUIRA FM : 7 ANNÉES D'INFORMATIONS AU SERVICE DE LA PAIX**
- 6- **AFRIQUE CENTRALE : QUELLE STRATÉGIE CONTRE LES DISCOURS DE LA HAINE ?**
- 8- **UN PRIX POUR CÉLÉBRER L'EXCELLENCE ET ENCOURAGER LA CRÉATIVITÉ DES JOURNALISTES CENTRAFRICAINS**
- 9- **L'AXE BANGASSOU – BANGUI DE NOUVEAU PRATICABLE**
- 10- **L'ÉCOLE ATONGO, SUR L'AXE BANGUI GRIMARI, REFAIT PEAU NEUVE**
- 12- **HAUTE-KOTTO : LA VIE REPREND PEU À PEU AU VILLAGE KOLAGA**
- 14- **JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX : SE MOBILISER POUR RENFORCER LES VOIX DES FEMMES**
- 16- **CONSOLIDER LA PAIX DANS LE MBOMOU**
- 18- **DES CONSULTATIONS MÉDICALES POUR SOULAGER LA POPULATION DE LA HAUTE-KOTTO**
- 19- **INTERVIEW/ JEAN WILLYBIRO-SAKO : « TOUS LES PORTEURS D'ARMES N'ONT AUCUN INTÉRÊT À PERSÉVÉRER DANS LA RÉTICENCE À SE FAIRE DÉARMER »**
- 20- **REDYNAMISER LA CHAÎNE DISCIPLINAIRE DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ**
- 21- **GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : LES INSPECTIONS DES FORCES NATIONALES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ ÉVALUENT LEUR IMPLICATION**
- 22- **68 AGENTS PÉNITENTIAIRES DE LA MINUSCA HARMONISENT LES TECHNIQUES D'INTERVENTION RAPIDE DANS LES PRISONS**
- 23- **POLICE SCIENTIFIQUE : AMÉLIORER LA PROTECTION DES SCÈNES DE CRIMES**
- 24- **LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA SALUE LES ACTIONS DES TROUPES BANGLADAISES DANS LA PROTECTION DES CIVILS**
- 25- **RCA : L'ONU ET SES PARTENAIRES ONT CÉLÉBRÉ LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES EN OCTOBRE 2021**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE

RÉDACTIONNELLE

Biliaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,
Leonel Grothe,

MISE EN PAGE

Christian

OLIVEIRA BRAHIM

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION

Division de la
Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique -
MINUSCA

MINUSCA EN ACTION

#86-87

SEPTEMBRE-OCTOBRE
2021

GUIRA FM : 7 ANNÉES D'INFORMATION AU SERVICE DE LA PAIX



■ Le chef de la MINUSCA, lors de la célébration des 7 ans de la radio Guira FM / MINUSCA-Léonel Grothe



■ Le chef de la MINUSCA et le Directeur de l'Information Publique de la MINUSCA dans le nouveau studio de la radio Guira FM / MINUSCA-Léonel Grothe

Guira FM, la radio des Nations Unies en République centrafricaine, a célébré, le mardi 14 septembre 2021, ses sept années d'existence. A cette occasion, deux studios de dernière génération ont été inaugurés par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, et le ministre centrafricain de la Santé, Pierre Somsé, représentant son collègue de la Communication.

Par Ghislaine Atta

Créée le 14 septembre 2014, à la veille de l'opérationnalisation de la MINUSCA, Guira FM émet 24 heures sur 24, dans 14 préfectures de la République centrafricaine (RCA).

« Il y a sept ans, Guira FM démarrait ses émissions depuis un petit studio installé dans le quartier général de la MINUSCA, avec une poignée de journalistes et de techniciens, faisant face à un défi titanesque : s'imposer sur la grille radiophonique centrafricaine, en tant que station bilingue non

commerciale, et avec pour seule arme, être au service de la paix et de la vérité. Elle s'est fixée comme credo de s'imposer en privilégiant le partenariat, loin d'une logique de concurrence, avec les autres radios centrafricaines », a résumé le Chef de la MINUSCA face à des invités dont des représentants d'institutions, des médias nationaux, du Corps diplomatique, du leadership de la Force, de la Police et des membres du personnel civil de la Mission.

Les nouvelles installations modernes « permettront à l'ensemble de l'équipe rédaction-

nelle de Guira FM d'être dans des conditions de travail optimales afin de toujours mieux remplir sa mission d'information, d'éducation au service de la paix en Centrafrique », a poursuivi Mankeur Ndiaye.

Le directeur de la Division de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, Charles Antoine Bambara a, en outre, précisé qu'« en cas de crise, ces studios permettront de produire des émissions particulières en direction de cette ville, tout en ne dérangeant pas la programmation générale dans le reste du pays. »

Ces studios de dernière génération ont été baptisés respectivement « Maha Fayek » et « Miriam Leocadie Gondhah » des noms de deux collègues présentes aux premières heures de fonctionnement de la Radio et aujourd'hui disparues.



■ Le chef de la MINUSCA (gauche), le ministre de la Santé, représentant le ministre de la Communication (centre) et le Directeur de l'Information Publique de la MINUSCA (droite) coupent symboliquement un ruban avant d'inaugurer les nouveaux studios de la radio Guira FM / MINUSCA-Léonel Grothe

AFRIQUE CENTRALE :

QUELLE STRATÉGIE CONTRE LES DISCOURS DE LA HAINE ?

A New York, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'occasion de la présentation du rapport du Secrétaire général sur la situation en RCA, le Représentant spécial a précisé que « la reconduction du mandat de la MINUSCA, l'engagement des partenaires techniques et financiers internationaux de la RCA, l'appropriation nationale des processus politique et de paix ainsi que la forte volonté politique du gouvernement, demeurent indispensables à l'adoption et la mise en œuvre de solutions politiques durables ».

Durant la session au Conseil marquée par l'intervention, depuis Bangui, du Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, le Représentant spécial a notamment félicité le Président et son Gouvernement pour la déclaration de cessez-le-feu, le 15 octobre, la qualifiant de « grande ouverture au dialogue » et qui « devrait amorcer la phase opératoire de la feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine adoptée, le 16 septembre 2021, par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) »

Pour venir à bout des discours de haine utilisés comme arme par de nombreux protagonistes, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEE-AC) ont organisé, du 26 au 29 octobre 2021 à Douala, un forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités sur la prévention des conflits liés aux discours de la haine en Afrique centrale, à l'intention des responsables des médias et des organes de régulation de la communication.

Par Dany Balepe

A l'entame de ce forum régional, le chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Louncény Fall, a dressé un tableau sombre de la situation dans la sous-région, en particulier, dans les Etats en proie à des conflits armés, des crises violentes ou à des processus électoraux tendus.

S'appuyant sur des cas précis, il a fait remarquer que les discours de haine sont souvent utilisés comme des armes par de nombreux protagonistes dans presque tous les pays de l'Afrique centrale. «La haine retarde la marche de vos Etats vers le développement, y compris l'atteinte des objectifs de développement durable, en incitant à la violation des droits de l'homme et en promouvant l'exclusion et la discrimination à l'égard de certaines catégories de vos populations, créant ainsi les conditions propices à l'écllosion ou à l'aggravation des crises et conflits», a-t-il déploré, invitant les organes



Les participants du forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités sur la prévention des conflits liés aux discours de la haine en Afrique centrale / MINUSCA-Dany Balepe

de presse à faire preuve de responsabilité face à ces enjeux.

Durant ce forum, les responsables des médias provenant de l'Angola, du Burundi de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Cameroun, du Gabon, du Rwanda, et du Tchad ont partagé les expériences et les bonnes pratiques de leurs pays respectifs en matière de discours de haine. Tel est le cas des campagnes de lutte contre les messages de haine et d'incitation à la violence, partagées par le président de l'Union des journalistes de Centrafrique, Fernand KonaVice.

A l'issue de ce forum, les participants ont restitué les travaux de groupes et ont formulé des recommandations, notamment l'organisation de sessions d'éducation des professionnels des médias, les échanges de bonnes pratiques et l'utilisation des technologies de l'information et de communication et les réseaux sociaux contre les discours de haine.

Les participants ont par ailleurs insisté pour la mise en place d'un code d'éthique, d'un guide pratique et la mise en place d'une stratégie régionale pour lutter contre les discours de la haine.

Comme l'a mentionné Suzanne Mveng, vice-présidente de l'association des blogueurs du Cameroun, «Nous allons organiser des ateliers de formation, qui vont permettre de donner des outils aux membres de l'association pour une production de contenus de qualité et qui va dans le sens de stopper des discours haineux ».

Les participants ont également créé une Plateforme des organisations des professionnels des médias pour la paix et le développement durable en Afrique centrale.

L'organisation de ce Forum s'inscrit dans le cadre de la stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, lancés en juin 2019.

UN PRIX POUR CÉLÉBRER L'EXCELLENCE ET ENCOURAGER LA CRÉATIVITÉ DES JOURNALISTES CENTRAFRICAINS

PAR DEUBALBET WEWAYE

C'est au cours d'un point de presse que le ministère de la Communication et des médias a lancé avec l'appui de la MINUSCA le Prix d'excellence en journalisme, le 09 septembre 2021, à la Maison de la Radio nationale centrafricaine à Bangui. Une compétition ouverte aux journalistes et aux professionnels de la communication de la presse publique et privée.



■ Cérémonie du lancement du prix d'excellence en journalisme, à Bangui en septembre 2021 / MINUSCA

Ce concours qui se veut annuel est ouvert à trois catégories à savoir: la radio, la télévision et la presse écrite/presse en ligne. Le thème choisi pour la première édition de ce Prix d'excellence est « La Centrafrique sur la route de la paix et du développement ».

L'objectif visé à travers cette compétition est de contribuer à la culture de l'excellence et de la créativité dans le journalisme centrafricain, d'encourager les médias privés et publics à lutter contre la désinformation, les fake-news et à promouvoir le professionnalisme, l'éthique et la déontologie dans le traitement de l'information, entre autres. « Ce prix permettra aux journalistes de dégager leurs potentialités journalistiques et de montrer comment ces derniers peuvent

promouvoir l'image de leur pays à l'extérieur », a déclaré Omer Sambia, Vice-président du Comité d'organisation de l'événement avant d'exhorter les journalistes centrafricains de toutes les corporations à massivement tenter leur chance.

Pour participer, les journalistes doivent simplement soumettre des œuvres qui ont été produites et diffusées par un média audiovisuel ou publiées dans un journal ou sur un site Web accessible depuis la République centrafricaine, entre le 1er janvier et le 10 octobre 2021. Un jury est mis en place pour statuer sur les différentes œuvres proposées. Les noms des vainqueurs ainsi que les deuxièmes et troisièmes de chaque catégorie seront annoncés lors d'une cérémonie officielle à Bangui.

L'AXE BANGASSOU - BANGUI DE NOUVEAU PRATICABLE

Par Aleka Amuri

La réparation, le 17 octobre 2021, du pont du PK12, est une réponse urgente, de la MINUSCA, à l'interruption de la circulation sur l'axe Bangassou - Bangui.

Le pont endommagé se trouve au niveau de Pombolo, localité située à environ 115 km de Bangassou, long de 32 mètres sur 14 mètres de large. Pendant plusieurs semaines l'axe était bloqué au trafic, causant une perturbation dans l'approvisionnement des préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou.

La MINUSCA, grâce à une unité du contingent pakistanais, a procédé à la réparation et réouverture du tronçon au trafic pour le bonheur des usagers. « A cet endroit aucun véhicule ne pouvait passer, tout était bloqué de part et d'autre, il n'y avait même pas moyen de créer une déviation » a reconnu un transporteur trouvé sur place. Ce derni-

er a déclaré avoir passé plus d'une semaine à cet endroit.

Pour le Préfet du Mbomou Pierrette Benguéré, qui a assisté à la réouverture du trafic, « la MINUSCA à travers le contingent pakistanais a apporté une réponse rapide par la réparation du pont et cela facilite le commerce et la libre circulation des biens et des personnes ».

La réparation de ce pont a permis de reconnecter les préfectures de Mbomou et du Haut-Mbomou à Bangui. Elle permet également aux Casques bleus de la MINUSCA de poursuivre leurs missions, dans le cadre du mandat de la Mission qui est la protection des civils et l'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat.



■ Pont en cours de réhabilitation par le contingent pakistanais de la MINUSCA / MINUSCA - Aleka Amuri

LA ROUTE TUE ET BLESSE
prudence = Vie!



Respectez les
**PASSAGES
 PIETONS**

L'ÉCOLE ATONGO, SUR L'AXE BANGUI GRIMARI, RE-FAIT PEAU NEUVE

Par ALOU DIAWARA

L'école primaire Atongo, du village du même nom, situé à 12 km sur l'axe Grimari - Bangui, a été entièrement réhabilitée par le contingent népalais de la MINUSCA, et officiellement remise aux autorités locales, le 18 octobre 2021.

La réhabilitation de cette école primaire Atongo a été réalisée dans le cadre des projets à impact rapide. Pendant environ deux mois, les travaux ont été exécutés en grande partie par les Casques bleus népalais et ont consisté en la réfection des plafonds, des terrasses et la construction de nouvelles salles de classe pour faire face au nombre croissant d'enfants scolarisés et d'enseignants. L'école a été dotée de nouvelles toilettes et d'un terrain de football. L'établissement qui a également été entièrement clôturé a été remis aux autorités locales à l'occasion de la rentrée des classes dans la préfecture de la Ouaka.

En réceptionnant ce joyau, Emmanuel Kossi, le président de la délégation spéciale de la commune de Pladama-Ouaka, commune dont relève Atongo, a remercié la MINUSCA pour cet important don tout en indiquant qu'il s'agit de la première clôture pour une école dans sa commune qui compte 30 établissements scolaires. "Les enfants et les enseignants travailleront désormais dans un cadre adéquat et sécurisé grâce au contingent népalais et à la MINUSCA," a-t-il indiqué. Il faut préciser que l'école est au bord d'une route très fréquentée et cela posait un problème de sécurité pour les enfants.

Pour sa part, le chef du bureau de la MINUSCA, Ibrahima Diouf, a déclaré que ce projet est "une modeste contribution de la MINUSCA aux autorités, pour le développement de la Centrafrique." Il a demandé aux élèves et aux



▪ L'école primaire ATOGON, réabltée avec le soutien de la MINUSCA en octobre 2021/ MINUSCA - Alou Diawara

parents de bien prendre soin de l'infrastructure réhabilitée. Ibrahima Diouf a réitéré le soutien indéfectible de la Minusca aux autorités locales "dans le domaine scolaire et bien d'autres domaines."

Il faut également noter que l'UNICEF a aménagé

un point d'eau dans la cour de l'école Atongo par la même occasion. Tous ces soutiens permettent aux élèves et enseignants de l'école d'Atongo d'entamer l'année scolaire 2021-2022 avec sérénité et enthousiasme.



▪ Les nouvelles salles de classe de l'école ATOGON / MINUSCA - Alou Diawara

HAUTE-KOTTO : LA VIE RE- PREND PEU À PEU AU VILLAGE KOLAGA

Par Christian Mapendano

Situé à 10 kilomètres au sud de Bria sur l'axe Irabanda, dans la préfecture de la Haute-Kotto, Kolaga renoue peu à peu avec une vie normale, après les affrontements qui ont opposé des groupes armés entre novembre et décembre 2019. Pour se rendre à l'évidence, une délégation composée des autorités locales et du bureau de la MINUSCA à Bria s'est rendue sur place, le 06 septembre 2021, afin d'évaluer la situation sécuritaire et de mesurer l'impact des projets financés par la mission onusienne dans cette localité.



Les habitants de Kolaga, prêts à accueillir la délégation des autorités locales et de la MINUSCA / MINUSCA-Bria - Christian Mapendano

Cette reprise des activités est à la faveur d'intenses patrouilles menées par le contingent zambien de la MINUSCA dans la localité. Pour permettre une reprise effective et normale de la vie dans le village, la MINUSCA a apporté un appui multiforme à la population, notamment au groupement des femmes à travers des activités génératrices de revenus.

Sur le plan sanitaire, la mission a construit et mis à la disposition de la population un centre de santé, dans le cadre des projets à impact rapide. Une aubaine pour les habitants, à l'image de la présidente de l'antenne locale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Prisca Gisèle : « Merci pour tout ce que vous avez fait en faveur des

femmes de Kolaga et à l'ensemble de la population de l'axe Irabanda. Aujourd'hui, les femmes accouchent au dispensaire et on y fait soigner nos enfants. En ce qui concerne la sécurité et les violences faites aux femmes, il n'y en a plus depuis le désarmement des jeunes et les patrouilles de la MINUSCA. Maintenant, nous avons un regard tourné vers vous pour l'appui ». Madame Gisèle se réjouit également que la mission ait construit et équipé la Maison des Femmes.

Plusieurs activités de réconciliation, initiées par la Section des affaires civiles de la MINUSCA ont permis de recouvrer la confiance entre les communautés locales. Pour faciliter la circulation des populations et l'accès aux aides humanitaires, la MINUSCA a construit sept ponts sur l'axe Irabanda, notamment au Pk8 et PK10. Des actions qui ont contribué à renforcer la confiance entre la population et la mission.



Visite d'évaluation de la situation sécuritaire et d'impact des projets financés par la mission onusienne sur l'axe irabanda-Bria/ MINUSCA-Bria-Christian Mapendano

LE SAVIEZ-VOUS ?

Jusqu'en fin septembre 2021, environ 518 détenus de huit maisons carcérales de la République centrafricaine ont reçu au moins la première dose du vaccin anti-Covid-19, avec le soutien de la MINUSCA.



■ Le participants à la conférence-débat organisée par la MINUSCA à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix (JIP) / MINUSCA



■ Conférence-débat organisée à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix (JIP) / MINUSCA

Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, a réitéré le soutien constant de la MINUSCA aux côtés des femmes de la RCA, « nous devons collectivement nous mobiliser pour renforcer les voix des femmes afin qu'elles pèsent davantage dans les débats et prennent part aux mécanismes décisionnels. » a-t-elle déclaré.

La ministre Marguerite Ramadhan, a néanmoins déploré que la condition de la femme centrafricaine n'a pas évolué « Malgré les interventions efficaces des femmes et leur contribution à la paix, on constate que la situation de la femme centrafricaine n'a pas changé au niveau de sa participation dans les instances de prise de décision », mais elle a quand même salué les efforts en cours au niveau gouvernemental pour y remédier.

Rappelons que par l'entremise de sa section Genre, la MINUSCA apporte un appui aux organisations féminines en vue d'accroître la participation et la représentation des femmes dans toutes les sphères de décision.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX : SE MOBILISER POUR RENFORCER LES VOIX DES FEMMES

PAR GHISLAINE ATTA

Les femmes leaders de Centrafrique ont pris part à une conférence-débat organisée à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix et présidée par la ministre de la Promotion du Genre, de la protection de la femme, de la famille et de l'enfant, Marguerite Ramadan, avec à ses côtés la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine (RCA); LIZBETH CULLITY. Cette conférence débat a été organisée par la MINUSCA à travers sa section Genre.

CONSOLIDER LA PAIX DANS LE MBOMOU

La préfecture du Mbomou (Sud-est de la RCA) a célébré, le 18 septembre 2021, la Journée internationale de la Paix. Pour donner une couleur particulière à cet événement, population, autorités locales et la MINUSCA se sont retrouvées à Bakouma (130 kilomètres, au nord-ouest de Bangassou).

Par Amuri Aleka

L'esplanade de la sous-préfecture de Bakouma a vu l'affluence massive des habitants pour marquer de leur présence les festivités de la Journée internationale de la Paix. Et pour cause, l'évènement est une première depuis les différentes attaques qu'a connues la localité, comme l'a mentionné la préfète du Mbomou, Pierrette Bengué. « L'occupation de la sous-préfecture de Bakouma par les groupes armés avait duré plus d'une décennie, mais grâce aux efforts du gouvernement et de son partenaire, la MINUSCA, les groupes armés ont été chassés et la paix règne à présent à Bakouma et Nzako et grâce à cette paix les élections législatives ont eu lieu », a-t-elle témoigné.

Pour joindre l'utile à l'agréable, un arbre de paix et de réconciliation a été planté par les populations de Bakouma et Nzako, sous la houlette des autorités locales et de la MINUSCA, afin de laisser un héritage aux

générations futures.

Revenant sur le message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix 2021, le chef du bureau de la MINUSCA à Bangassou, Pierre-Louis Rosevel, a exhorté la population à s'approprier les efforts pour la restauration de la paix. « Nous célébrons la Journée internationale de la paix, je demande à chaque personne de participer à la transformation en faveur de la paix, en s'érigeant contre la haine et la discrimination et en faisant preuve de la solidarité mondiale qui est si vitale en ce moment », a-t-il déclaré.

Un match de football a opposé l'équipe des jeunes de Bakouma à celle de Nzako, pour clôturer cette journée placée cette année sous le thème: « se relever, pour un monde plus équitable et durable ».

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Les projets à impact rapide de la MINUSCA datent de 2014. Ils contribuent à l'exécution des tâches du mandat comme la restauration de l'autorité de l'Etat, la cohésion sociale et la protection des civils. Ils permettent de rapprocher la Mission de la population.

- La MINUSCA a financé 98 projets à impact rapide entre juillet 2020 et juin 2021, dans 12 préfectures de la RCA, pour un montant de 1.6 milliards de francs CFA.

EN BREF

- 120 militaires tunisiens spécialisés dans le transport, l'appui et le soutien aérien sont arrivés à Bangui pour renforcer les capacités opérationnelles de la Force onusienne. Ce renfort va permettre de remplir les tâches prioritaires du mandat, en particulier la protection des civils et la facilitation de l'accès humanitaire. Cette augmentation d'effectifs est prévue dans la résolution 2566 du Conseil de sécurité, autorisant l'augmentation des capacités de la MINUSCA; cela, en tenant compte de l'évolution du contexte sécuritaire en République centrafricaine (RCA) après la crise post-électorale.

- Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a effectué au cours du mois de septembre 2021, des visites en France, en Grande-Bretagne et en Angola, au cours desquelles, il a informé les autorités de ces pays de la situation politique et sécuritaire en RCA, et discuté des défis auxquels la Mission est confrontée. Lors de ses visites, le Chef de la MINUSCA a fait le point sur la situation politique en RCA et sur les mesures prises par la MINUSCA en réponse au contexte sécuritaire fragile et volatile. Mankeur Ndiaye a ainsi insisté sur la posture robuste adoptée par la Mission, face aux nombreuses violations de l'Accord sur le statut des forces (SOFA) et les défis dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA. Les discussions avec les différentes autorités ont également tourné autour du renouvellement du mandat de la Mission, et des questions de violations massives des droits de l'homme et des atteintes au droit international humanitaire imputables aux autres personnels de sécurité.

ILS L'ONT DIT

« Nous devons faire la paix avec la nature pour guérir notre planète, bâtir une économie verte et atteindre nos objectifs de zéro émission nette. »

*António Guterres,
Journée Internationale de la paix, 21 septembre 2021*

DES CONSULTATIONS MÉDICALES POUR SOULAGER LA POPULATION DE LA HAUTE-KOTTO

PAR CHRISTIAN MAPENDANO

Le 4 septembre 2021, à Bria, préfecture de la Haute-Koto, à environ 584 km au nord-est de Bangui, plus de 500 habitants des quartiers Bornou, Gobolo et du site des déplacés du PK3 de Bria ont bénéficié des soins de santé gratuits et d'un important don de médicaments. L'Unité de police constituée du contingent mauritanien de la MINUSCA (FPU2) est à l'origine de ce don.



■ À Bria, l'Unité de police constituée mauritanienne de la MINUSCA, a organisé des consultations gratuites et fait un don de médicaments à l'Hôpital préfectoral / MINUSCA- Bria - Christian Mapendano

Au total, 518 personnes ont bénéficié d'une consultation gratuite et des soins offerts par le service médical de cette Unité. Selon son Commandant, Aly Beh Seyidna « ces services sont offerts dans un contexte où la population de la Haute-Kotto en a le plus besoin ».

La quasi-totalité des structures sanitaires de la Haute-Kotto manquent de personnel qualifié et de médicaments. Les bénéficiaires, à l'image de Roger, voudraient que de telles actions soient pérennes. « Je viens de bénéficier d'un soin gratuit. Je suis content de ce que je viens de recevoir. J'ai reçu une moustiquaire, du paracétamol, de la gentamicine et une pommade antimoustique. Ça va m'aider. Je demande au contingent de la Mauritanie de continuer à faire ça pour les autres », a confié le jeune homme.

En plus de ces consultations, l'Unité de police constituée du contingent mauritanien de la MINUSCA a fait don de médicaments à l'hôpital préfectoral de Bria et aux centres de santé de Bornou, de Gobolo et à celui du site des déplacés du PK3. Occasion pour le préfet de la Haute-Kotto, Thierry-Evariste Binguindji, de plaider pour les localités de sa circonscription où les besoins sont aussi urgents.

L'unité de police constituée de la Mauritanie de Bria a à son actif plusieurs réalisations. En 12 mois, l'on compte près de 9 200 patrouilles de surveillance effectuées par cette unité pour la protection de la population ; plus de 65 opérations de distribution des vivres ont été menées à l'intention des déplacés internes, à raison de 4 000 personnes par distribution.

INTERVIEW/ JEAN WILLYBIRO-SAKO : « TOUS LES PORTEURS D'ARMES N'ONT AUCUN INTÉRÊT À PERSÉVÉRER DANS LA RÉTICENCE

Le Ministère d'Etat chargé du Désarmement, de la démobilisation de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (DDRR/APPR) a lancé une ultime opération de désarmement volontaire dans la ville de Bangui, les 23 et 24 septembre 2021. Cette opération, menée par son Unité d'exécution du programme national (UEPNDDRR) et soutenue par la MINUSCA via sa section DDR, a permis le désarmement de plus d'une centaine de jeunes ex-combattants. Dans cette interview, le Ministre conseiller spécial à la Présidence chargé du programme DDR, Jean Willybiro-Sako, fait le point de la situation.

Réalisée par Deubalbet Wewaye



MINUSCA : Vous venez de lancer la dernière opération de désarmement volontaire dans la ville de Bangui. Que peut-t-on en retenir ?

Jean Willybiro-Sako : C'est à Bria que nous avons fait l'annonce du lancement du grand programme de démobilisation et de désarmement dans toutes les préfectures. Et c'est dans ce programme que le Chef de l'Etat, après le Comité stratégique du DDR, a décidé que nous devions tendre vers un désarmement définitif. C'est pourquoi il a été programmé des opérations en province, mais aussi à Bangui.

Nous avons procédé au désarmement, dans l'enceinte même du ministère, d'éléments des groupes armés UFR et FPRC dont les responsables sont à Bangui, particulièrement en ce qui concerne les armes de guerre. L'objectif principal est de faire de Bangui une ville sans arme.

Quel est le sort qui est réservé à tous ceux qui acceptent de remettre leurs armes ?

Le DDR dans son principe est un processus volontaire. C'est pourquoi les jeunes viennent d'eux-mêmes avec les armes. Et le programme DDR, comme son nom l'indique, ce sont d'abord les deux « D », c'est-à-dire désarmement et démobilisation. Et ensuite, il y aura le processus de réintégration.

Nous ne procédons pas seulement au désarmement. Il faut par la suite donner la chance à tous ces jeunes de reprendre la vie active de manière positive. Donc, nous les accompagnons avec un programme qui va nous emmener à leur trouver des moyens pour reprendre la vie normale, leur assurer une formation, afin qu'ils apprennent un métier tel que la maçonnerie, la plomberie, la menuiserie ou encore en agriculture ou le commerce.

Ces jeunes vont repartir dans leurs communautés. Là-bas, nous avons pensé à ceux avec qui ils vivent. Ainsi, nous avons des programmes de réduction de la violence communautaires, communément appelés CVR, pour permettre à ces communautés de voir leur niveau de vie s'améliorer, tout en accueillant ces jeunes qui ont décidé de rompre avec les armes pour devenir des citoyens paisibles.

Quel message à ceux qui sont réticents par peur de se faire désarmer ?

C'est leur responsabilité ! Nous avons commencé le programme DDR, il y a, au moins, trois ans déjà. Plus de 4 000 jeunes sont venus se faire enregistrer. Même s'il y a des réticents, on peut dire qu'ils sont minoritaires et ils vont se singulariser. C'est leur responsabilité, parce qu'après nous ne pourrions plus répondre d'eux dans les actions qui seront menées. Ils savent eux-mêmes que s'ils sont détenteurs d'une arme de manière illégale, ils vont faire face aux services judiciaires. Donc tous les porteurs d'armes n'ont aucun intérêt à persévérer dans cette voie, mais plutôt à venir dans un programme qui les valorise et qui leur donne les moyens de bien vivre dans la société.



□ Coupure symbolique du ruban avant l'inauguration des locaux réhabilités par Lizbeth Cullity et le Général de brigade Arcadius Betibangui /MINUSCA -Leonel GROTHE

REDYNAMISER LA CHAÎNE DISCIPLINAIRE DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

PAR GHISLAINE ATTA

Dans le cadre du soutien de la MINUSCA à la professionnalisation des Forces armées centrafricaines (FACA), la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) de la mission a réhabilité et équipé les locaux disciplinaires dans les Camps Kassaï et Beal, conformément aux standards des droits humains. Lesdites infrastructures ont été officiellement remises aux autorités militaires centrafricaines, les 28 et 29 septembre 2021, en présence du Chef d'état-major adjoint des armées responsables de la planification, le Général de brigade Arcadius Betibangui, et de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Lizbeth Cullity, entre autres.

Le Général de Brigade Betibangui a avoué la difficulté dont ils ont fait face pour changer l'image des Forces armées centrafricaines (FACA) « Les efforts entrepris pour redorer le blason des FACA à la suite des crises militaro-politiques que notre pays traverse depuis plus de deux décennies, ne cessent de se heurter aux comportements de nos hommes (...). A cela s'ajoutent les pesanteurs qui rendent inefficaces les procédures de sanctions actuelles. Ce qui ternit encore aujourd'hui notre image dans l'exercice de nos missions régaliennes », a indiqué le Général de Brigade Betibangui, dépeignant le contexte de ce projet.

Outre la remise officielle des locaux disciplinaires, il s'est également tenu un atelier au profit du personnel de la chaîne disciplinaire des forces de défense et de sécurité, sur les dispositions de la justice militaire, le règlement des disciplines générales entre autres.

« On ne pouvait imaginer l'inauguration des locaux disciplinaires sans un rappel des

droits et obligations des cadres et de leurs troupes vis-à-vis de l'institution militaire, mais aussi des populations qu'ils ont mission de protéger (...) Ce ne sont pas tant les conditions d'application des sanctions qui sont prioritaires, mais bien le commandement. Les chefs de corps, de compagnie et d'unités appelés à encadrer et guider les hommes afin que ceux-ci soient des exemples de discipline et de bon comportement », a, pour sa part indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU.

Il est à noter que le matériel pour l'équipement de dortoirs féminins a également été remis pour améliorer leur séjour en caserne. « Il importe de rappeler que l'armée centrafricaine a été l'une des plus avant-gardiste en matière d'incorporation du personnel féminin au sein de ses effectifs », s'est réjouie Lizbeth Cullity. Aussi, a-t-elle encouragé « leur avancement et leur promotion, au nom du respect de la parité et par reconnaissance de leur rôle et contribution essentiels en matière de sécurité ».

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre du Programme de Réduction de la Violence Communautaire :

A ce jour, 3632 personnes, dont 1575 femmes, ont bénéficié de projets et 130 armes conventionnelles, 2020 armes traditionnelles et environ 4000 munitions ont été collectées. Pour le cycle 2020-2021, 500 personnes, dont 221 femmes, ont bénéficié de projets et 350 armes traditionnelles ont été collectées.

GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

LES INSPECTIONS DES FORCES NATIONALES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ ÉVALUENT LEUR IMPLICATION

PAR GHISLAINE ATTA

Une soixantaine d'acteurs du secteur de la sécurité et leurs partenaires internationaux se sont réunis à Bangui, du 23 septembre au 1er octobre 2021, pour une retraite organisée par la Coordination nationale de la Réforme du secteur de la Sécurité, dans le but de consolider les principes de gouvernance du secteur de la sécurité en République centrafricaine et permettre aux inspections d'assurer efficacement leur mission de vérification, de conseil et de contrôle.

Le « secteur de la sécurité » désigne les institutions, structures ou services, ainsi que le personnel chargé de la gestion, de la prestation et de la supervision des services de sécurité. Aux acteurs du secteur de la Sécurité, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Lizbeth Cullity, a indiqué, à l'ouverture des travaux, que « cette retraite constitue une opportunité d'échanger vos expériences, mais également, ensemble, d'améliorer vos pratiques et d'identifier les domaines prioritaires ».

Au nom de la Coordination nationale de la Réforme du secteur de la Sécurité (RSS), le Général de brigade Bruno Ouayolo a, pour sa part, présenté l'articulation des échanges ainsi que les objectifs visés par chaque phase. « La première phase de cette retraite qui débute le 23 septembre 2021, devra permettre aux différentes inspections des Forces de défense et de sécurité de faire un exposé sur le cadre légal,

les missions, les défis et les perspectives dans le cadre de leurs responsabilités. (...) La deuxième phase, qui sera basée sur les conclusions de cette première session, se focalisera sur les apports nécessaires que les institutions de l'État, telles que le Conseil d'État, la Cour des comptes et la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance, apporteront à travers une présentation afin de faciliter une meilleure compréhension du rôle et du fonctionnement des inspections, et faire valoir leur pouvoir décisionnel ».

Soutenue par la MINUSCA, cette initiative, qui est une première sur la question des inspections centrales et générales, participe globalement au renforcement de la bonne gouvernance et au bon contrôle démocratique de l'État. En ce sens, elle permettra de déterminer l'efficacité des systèmes de gestion de la sécurité nationale.

Rappelons que le rapport de la revue sur la mise en œuvre de la stratégie nationale RSS, a été adopté par acclamation, le 18 août 2021.

68 AGENTS PÉNITENTIAIRES DE LA MINUSCA HARMONISENT LES TECHNIQUES D'INTERVENTION RAPIDE DANS LES PRISONS

BILIAMINO ALAO / INGRID JOSETTE SOUEMBOU

A Bangui, 38 agents pénitentiaires, dont huit femmes, venus de différents contingents de la Minusca, ont pris part, du 29 octobre au 02 novembre 2021, à une formation sur les techniques d'intervention rapide dans les prisons. Cette initiative a pour objectif principal d'harmoniser les techniques d'intervention en cas d'incident.

Ladite formation a permis aux 38 bénéficiaires d'assurer, avec 30 autres agents sélectionnés, la sécurité, notamment à Bangui, des prisons de Ngaragba et du Camp de Roux en cas d'incident. A cette occasion, ils ont simulé une intervention rapide en milieu carcéral avant la mise en pratique, au besoin, dans leurs lieux de travail.

Pour le Chef par intérim de l'Unité des affaires pénitentiaires de la Minusca, Sogo Luc Zina, « Il est exigé que ces personnes puissent faire une formation d'harmonisation dans le domaine de l'intervention, de sorte que dans le cadre de leur intervention dans les prisons centrafricaines, cela corresponde au respect des droits des détenus, pour éviter les violations des droits des détenus et également parce que ces personnes viennent avec des pratiques de différents pays en matière d'intervention. Donc, il faut les mettre ensemble pour harmonier

ces pratiques. Ce sont des formations périodiques, qui avaient été suspendues en raison de la Covid-19 ».

De son côté, Tene Maimouna Zoungrana, formatrice au cours de cette session de formation en techniques d'interventions déclare: « nous leur avons appris des techniques de maîtrise des individus, qui tentent d'agresser autrui ou de se faire du mal, afin de rétablir l'ordre et d'éviter qu'il y ait des bavures. Ces techniques, nous les concilions avec le respect des droits des détenus afin de pouvoir concilier les droits de l'homme et la sécurité en milieu pénitentiaire, lorsque l'ordre est troublé ».

Afin de permettre aux agents pénitentiaires d'être toujours prêts à faire face à d'éventuelles crises dans leur secteur des mises à niveau régulières du genre seront organisées à leur endroit.



■ Séance de simulation d'une intervention rapide en milieu carcéral, des agents pénitentiaires/MINUSCA-Leonel GROTHE



■ Atelier de formation de FSI en Police Technique et Scientifique / MINUSCA-Leonel GROTHE

POLICE SCIENTIFIQUE : AMÉLIORER LA PROTECTION DES SCÈNES DE CRIME DANS LES PRISONS

UNPOL MAZALO AGBA

La recherche et l'arrestation des auteurs des actes criminels se heurtent à des obstacles parmi lesquels la pollution des scènes de crime. Du 27 septembre au 1er octobre 2021, 38 éléments des Forces de Sécurité intérieure dont 15 femmes ont vu leurs capacités renforcées en Police technique et scientifique afin d'assurer convenablement la protection des différentes scènes de crime.

Une évaluation réalisée par l'équipe de Police Technique et Scientifique (PTS) de la MINUSCA, avait relevé des insuffisances préjudiciables dans les pratiques usuelles, tant en ce qui concerne les domaines plus spécialisés de la police technique que ceux relatifs à la protection des scènes de crime. « Il est donc d'une importance capitale que les différentes catégories d'intervenants sur une scène de crime jouent efficacement leur rôle en faveur des victimes afin d'aider la justice à disposer des éléments nécessaires pour la poursuite et le jugement, et pour mettre fin à l'impunité » a déclaré le chef du pilier Développement à l'ouverture des travaux.

Dispensée par la composante Police de la MINUSCA (UNPol), cette formation « est un maillon indispensable dans la Police technique et scientifique », car elle « répond à un besoin actuel », a indiqué le Chef du pilier Développement UNPol, le Contrôleur général de Police Prince Aedji Mohamed Djanath.

A la fin de cette formation, le personnel de la Police et de la Gendarmerie seront désormais en mesure d'assurer convenablement la protection des différentes scènes de crime à l'occasion des différentes constatations et investigations menées par les officiers de Police judiciaire et les spécialistes de la police technique et scientifique.

LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA SALUE LES ACTIONS DES TROUPES BANGLADAISES POUR LA PROTECTION DES CIVILS

DRAMANE DARAVE

A Bouar le 28 octobre 2021 le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général de corps d'armées Daniel Sidiki Traoré a participé à une cérémonie de remise de médailles aux officiers observateurs militaires et sous-officiers du contingent bangladais pour leur engagement au service de la paix en République centrafricaine (RCA).



▪ Commandant de la Force de la MINUSCA, le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré lors d'une cérémonie de remise de médailles aux officiers, observateurs militaires et sous-officiers du contingent bangladais / MINUSCA-Dramane DARAVE

Lors de son allocution, le commandant du bataillon bangladais a rappelé que ses troupes mènent des opérations de sécurisation des installations et du personnel des Nations Unies, fournissent l'escorte au personnel et convois de la MINUSCA, appuient les agences onusiennes dans l'assistance humanitaire aux populations et assurent la sécurisation des pistes d'atterrissage de Bouar et de Bocaranga depuis leur arrivée en novembre 2020 en RCA.

Pour sa part, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général de corps d'armée, Daniel Sidiki Traoré, a témoigné de l'intérêt et de toute la reconnaissance de l'ONU et de la MINUSCA au bataillon bangladais pour les actions de protection des populations dans le secteur ouest. Il a par ailleurs lancé un appel à tous les acteurs engagés dans la

recherche de la paix d'œuvrer pour une paix durable en République centrafricaine.

La visite du commandant de la Force de la MINUSCA a aussi été marquée par la remise de motos à des religieuses d'un centre catholique d'aide sociale aux populations et de charrettes à des femmes productrices agricoles de la localité de Bouar.

L'autre temps fort du passage du commandant de la Force de la MINUSCA à Bouar a été la visite de la prison de la ville où le bataillon bangladais en collaboration avec l'Unité d'appui aux structures pénitentiaires de la MINUSCA mènent des activités en vue de l'humanisation des conditions de détention des prisonniers à travers la construction de locaux, l'apprentissage de métiers et la fourniture de soins médicaux aux détenus.



▪ Célébration de la Journée des Nations Unies à Bangassou / Photo MINUSCA- Aleka Amuri

RCA : L'ONU ET SES PARTENAIRES ONT CÉLÉBRÉ LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES EN OCTOBRE 2021

PAR CYNTHIA NASANGWE

La MINUSCA et les agences onusiennes ont célébré, en octobre 2021, la Journée des Nations Unies dans différentes préfectures où elles sont présentes, sous le thème « Reconstruire ensemble pour la paix et la prospérité ». Diverses activités artistiques et culturelles ont ponctué la célébration de cette Journée dans les différentes préfectures de la Centrafrique.

Bangassou, dans la préfecture du Mbomou, a célébré la journée des Nations Unies, le 24 octobre 2021 avec une forte participation de la population de la ville et de celle des communes environnantes.

Très riche en couleur, cette cérémonie a mobilisé toutes les autorités préfectorales, y compris le Commandant de la force de la MINUSCA secteur Est, qui a réitéré la collaboration entre la Mission et les autorités préfectorales « Je suis venu à Bangassou au nom du commandant de la force de la MINUSCA le Général SIDIKI pour, à travers cette commémoration, apporter des sourires sur les visages des personnes qui avaient traversé des périodes difficiles de conflits et d'instabilité. Cette célébration est une opportunité de confirmer notre collaboration pour la paix dans le pays » a dit le Général de

Brigade Mbaraka Naziad Mkeremy.

Le préfet du Mbomou à quant à lui appelé les Centrafricains à profiter de la présence de la MINUSCA et de la main tendue du Président Faustin Archange Touadera, à travers le cessez-le feu unilatéral décrété le 15 octobre 2021, pour s'engager dans un dialogue républicain et tourner définitivement la sombre page des conflits armés, condition sine qua non du développement. « La population du Mbomou par ma voix exprime toute sa gratitude à la MINUSCA pour son appui multiforme, dédié à la cause de la paix et à la stabilité en Centrafrique » a souligné Madame Pierrette Bengueure.

A l'occasion de la célébration de ladite Journée, les contingents Pakistanais et marocain ont travaillé en étroite collaboration avec les composantes civiles de la MINUSCA et les autorités locales, pour apporter de l'aide aux populations, surtout des plus démunies en donnant des tri-cycles aux personnes vivant avec un handicap.

A Obo, chef-lieu de la préfecture du Haut-Mbomou, la célébration s'est déroulée les 26 et 27 octobre 2021. Les autorités locales, les représentants du système de l'ONU et les élèves du secondaire ont pris part à cette commémoration qui a débuté par une cérémonie officielle suivie d'un atelier thématique sur les activités de l'ONU en République centrafricaine.

En marge de cette célébration, les élèves ont exprimé leurs inquiétudes sur le fait que la rentrée scolaire n'ait pas été lancée dans le lycée public de la préfecture à l'image d'Anibeyo Rostand, élève en classe de second au collège St-Jean-Paul II, qui a demandé l'aide de la MINUSCA. « La MINUSCA dans son rôle d'appuis au redéploiement des fonctionnaires devrait nous aider dans ce sens. Car l'enjeu est grave pour la préfecture de Haut-Mbomou ; au niveau du lycée de OBO il n'y a pas de professeur titulaire qualifié pour enseigner aux élèves cette année, c'est pourquoi seuls les établissements privés peuvent ouvrir leurs portes avec des enseignants payés par les parents ».

Des activités culturelles et sportives ont clôturé la journée, avec un match de football entre des sélections juniors de OBO.

Au centre de la République centrafricaine, à Kaga-Bandoro et Sibut, une cérémonie officielle s'est tenue, le 28 octobre 2021, et a réuni le personnel de la MINUSCA et des agences de l'ONU, ainsi que des représentants des autorités locales. A cette occasion, la cheffe du bureau de la MINUSCA, Alessandra Trabattoni, a transmis le message du Secrétaire général à l'audience.

En l'absence du préfet, les collectivités locales étaient représentées par le Secrétaire général de la préfecture, qui en a profité pour saluer le soutien apporté par l'ONU et la MINUSCA en

particulier, pour la restauration de l'autorité de l'Etat, la stabilisation, et le processus de paix en République centrafricaine. Il a exprimé ses sincères félicitations à l'ONU à l'occasion du 76e anniversaire de l'Organisation pour tout ce qu'elle a fait et continue de faire pour soutenir le gouvernement et les autorités centrafricaines.

A l'issue de la cérémonie officielle, une conférence-débat a été organisée par la MINUSCA et les Agences des Nations Unies à l'intention d'un groupe de 50 personnes, qui ont été sélectionnées parmi les leaders d'opinion les plus influents de Kaga-Bandoro.

Par ailleurs dans la préfecture de Bouar, la Journée a été célébrée le 30 octobre 2021 en présence des autorités administratives locales, du chef de bureau de la MINUSCA, du personnel civil et militaire de la MINUSCA, des représentants des agences onusiennes, des organisations partenaires locales et de la société civile. La cérémonie officielle a été marquée par divers discours dont celui du maire, du sous-préfet de la ville de Bouar, des représentants des agences onusiennes et du chef de bureau de la MINUSCA.

A l'unisson, tous les intervenants ont insisté sur la nécessité d'une paix durable en Centrafrique, condition sine qua non d'un développement harmonieux. Ils ont tous rendu hommage aux actions de la MINUSCA et des agences onusiennes pour la protection des populations et l'assistance humanitaire à l'endroit des communautés vulnérables.

A Bouar, Cette célébration a également été rehaussée par des prestations artistiques dont une pièce de théâtre sur le rôle et le mandat des Nations Unies en Centrafrique, de même que par des danses traditionnelles. Un match de football opposant les fonctionnaires de la localité de Bouar et le personnel des Nations Unies a clôturé cette célébration.

16 Jours D'ACTIVISME

Contre les violences faites aux femmes et aux filles

25 NOVEMBRE - 10 DÉCEMBRE

ENGAGEONS-NOUS
A METTRE FIN
AUX VIOLENCES À
L'ÉGARD DES FEMMES



LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES PRÉSENTÉ LE 23 JUIN 2021 AU CONSEIL DE SÉCURITÉ



Disponible sur le site internet public de la MINUSCA

www.minusca.unmissions.org

Retrouvez

RADIO GUIRA 93.3 FM

sur **Facebook** et **Tweeter**



radioguirafm



@FmGuira

